

# ENSEMBLE MANIFESTONS CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



📍 14H30 PARC DU PEYROU, MONTPELLIER

**LE 25 NOVEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, NOUS MARCHERONS POUR TOUTES LES VICTIMES DE LA VIOLENCE MACHISTE, LES FEMMES, LES PERSONNES LGBTQIA+, TOUTES CELLES QUI SOUFFRENT ET QUI LUTTENT. POUR TOUTES CELLES QUE NOUS AVONS PERDUES.**

## Un constat alarmant

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout et tout le temps : dans nos espaces familiaux, dans les lieux de travail, d'études, de soin, dans l'espace et les transports publics, dans les milieux culturels, sportifs, politiques... Elles touchent les femmes comme les filles et trouvent leur racine dans la domination patriarcale, qui continue d'organiser majoritairement les rapports sociaux. Une prise de conscience a eu lieu avec le mouvement #MeToo, mais elle n'est pas suffisante. Les chiffres, têtus, parlent d'eux-mêmes. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple ne diminue pas (213 000 par an), pas plus que les viols et/ou tentatives de viols (94 000 par an, dont 8000 sur le lieu de travail). La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%). Une femme en situation de handicap sur 5 a été victime de viol ; 50% des

lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public ; 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe ; 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille ; 170 tentatives de viol par jour, dont 8 sur le lieu de travail ; 20% de femmes victimes de harcèlement sexuel au travail. Le meurtre est la manifestation la plus brutale et extrême de ces violences : en France, 844 féminicides ont été commis depuis 2017 par un

conjoint ou un ex conjoint. Trop souvent, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences.

Les femmes qui dénoncent publiquement cette réalité font face à des retours de bâtons qui constituent autant de nouvelles violences : procédures bâillon pour faire taire les victimes, cyberharcèlement qui vise à exclure les femmes de la parole publique sur les réseaux sociaux.

L'ONU a choisi en 1999 la date du 25 novembre pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, en hommage à Minerva, Maria Teresa et Patria Mirabal, assassinées le 25 novembre 1960 en République dominicaine. Les trois sœurs ont payé de leur vie leur opposition à la dictature du chef de l'État d'alors, Rafael Trujillo.

# 25 NOVEMBRE 2023

## JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



**📍 14H30 PARC DU PEYROU, MONTPELLIER**

### **Solidarité avec les femmes du monde entier !**

Les femmes sont les premières victimes civiles des conflits armés, qui aggravent les structures patriarcales existantes : violence domestique, viol, traite... Alors que de nouvelles guerres se déclarent, que d'autres se prolongent ou se ravivent, nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes de Birmanie, du Haut-Karabakh, d'Éthiopie, d'Israël, de Palestine, d'Ukraine, du Soudan... Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où aller à l'école devient un acte héroïque.

Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire.

**Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté.**

**FEMMES, VIE, LIBERTÉ**

### **Lutter, revendiquer !**

Des solutions existent pour changer ce terrible état de fait et faire cesser cette domination mortifère.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **La sensibilisation dès le plus jeune âge, par la mise en œuvre réelle de l'éducation à la vie affective et sexuelle de la maternelle au lycée, comme la loi le prévoit, sans céder aux intimidations de l'extrême-droite et d'autres gardiens d'un ordre social dépassé**
- **L'octroi de réels moyens pour lutter contre le cyberharcèlement**
- **La mise en place de nouvelles obligations à l'égard des employeurs, afin de renforcer la protection des travailleuses face aux violences sexistes et sexuelles, y compris les violences conjugales**
- **Un plan d'urgence national contre les violences faites aux femmes doté de 3 milliards d'euros**

Signataires : CGT 34, CIDFF Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles, Citoyennes Maintenant, FSU 34, Gauche écosocialiste 34 (GÉS 34), Jeunesses Anticapitalistes du NPA 34, Mouvement du Nid 34, NPA 34, Parti socialiste 34, Planning Familial 34, Solidaires 34, Syndicat de Combat Universitaire (SCUM), Union Communiste Libertaire